

Rencontre du chef de l'Etat avec le COCAN Bénin 2005

Le président Kérékou préoccupé par l'organisation de la CAN Junior 2005

La salle des ambassadeurs de la présidence de la République a servi, hier après-midi, à une séance de travail entre le chef de l'Etat et les différentes autorités impliquées dans l'organisation de la phase finale de la CAN junior par notre pays, au mois de janvier 2005. C'était l'occasion pour le président Mathieu Kérékou, de s'imprégner des différents points d'achoppement en ce qui concerne les préparatifs de ce grand rendez-vous sportif de la jeunesse africaine.

— Par Maurille GNASSOUNOU (Stagiaire)



Vue partielle de l'assistance

que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ont conclu que le Bénin n'a pas les moyens pour se l'offrir. « A l'étape actuelle, nous vous demandons de nous aider à faire évoluer le dossier » dira-t-il ensuite.

La CAN junior 2005 coûtera 20.458.737.271 francs CFA au Bénin. « Ce n'est pas avec le budget national que l'on peut se permettre de prendre un tel risque. Avant qu'un Etat ne s'engage dans une telle aventure, il faudrait qu'il soit sûr de s'en sortir » a insisté le chef de l'Etat. Cela, avant de poursuivre : « Où se trouve l'argent pour qu'on le mette à la disposition des entrepreneurs ? »

Le président de la FBF, Martin Adjagodo prendra alors à la suite de son ministre de tutelle, la parole pour réexpliquer la procédure d'octroi de l'organisation de la CAN par la CAF. « Ma mission, c'est de voir également mon pays organiser des événements sportifs d'envergure continentale au profit de la jeunesse béninoise. C'est une démarche dans l'intérêt supérieur de la nation. Grâce à votre haute soli-

citude, nous organiserons la CAN », conclura-t-il.

Quant au conseiller spécial du chef de l'Etat, Pierre Agondanou, il a estimé : « Ou nous trouvons l'argent et on fait la CAN ou nous ne trouvons pas l'argent et on ne fait pas la CAN. Si nous y mettons la volonté politique, on trouvera certainement les moyens ».

Profitant de la présence des entrepreneurs chargés de la réhabilitation du stade Charles de Gaulle de Porto-Novo, le chef de l'Etat a également tenu à les écouter, tour à tour, par rapport aux difficultés auxquelles ils sont confrontés en matière de règlement suivant le planning des décaissements.

La séance de travail s'est poursuivie avec les membres du COCAN juniors 2005 en présence du ministre Valentin Aditi Houdé et des responsables du ministère des Finances et de l'Economie. C'est dire que l'organisation de la CAN juniors 2005 par le Bénin préoccupe au plus haut point le président Mathieu Kérékou dont on connaît le grand intérêt pour l'épanouissement de la jeunesse béninoise.

Audiences au palais de la présidence

Plusieurs personnalités au cabinet du chef de l'Etat

Le chef de l'Etat, Mathieu Kérékou a reçu en audience, successivement, hier au palais de la présidence de la République, MM. Mohamadou El Habib Ly et Mathias P. Niambékoudougou, respectivement représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Bénin, et directeur général de l'Ecole régionale supérieure de la magistrature et les évêques du Conseil permanent de la conférence épiscopale du Bénin.

— Par Romuald BINAZON

Après sa sortie du cabinet présidentiel, le représentant de la FAO au Bénin, Mohamadou El Habib Ly a déclaré à la presse qu'il est allé présenter au chef de l'Etat les activités de son institution au Bénin et en retour recueillir ses avis et recommandations. Ensemble, ils ont aussi parlé particulièrement des problèmes de sécurité alimentaire au Bénin, et de sa promotion, de la lutte contre la pauvreté. L'essentiel, a-t-il souligné, est qu'on développe l'agriculture. Mohamadou El Habib Ly a enfin conclu : « Si les gens mangent à leur faim, on a résolu les 3/4 des problèmes de pauvreté. Le chef de l'Etat a dit de nous atteler à cela ».

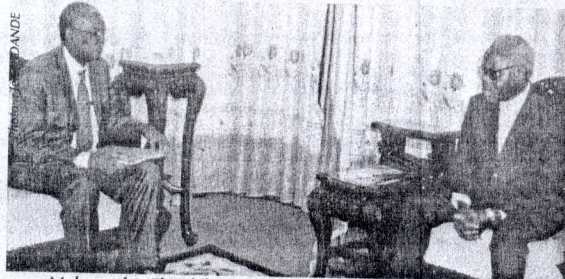
Au niveau de la FAO, c'est ce que nous faisons à travers le programme spécial de sécurité alimentaire qui est en cours ici depuis 1999 avec la coopération vietnamienne. Nous travaillons sur la maîtrise de l'eau, les bas-fonds, pour mieux

intensifier l'agriculture et diversifier la production pour que les populations puissent avoir des routes pour faire face aux soins d'éducation pour les enfants, de santé et bien manger ».

Pour sa part, le directeur général de l'Ecole régionale supérieure de la magistrature, Mathias P. Niambékoudougou a déclaré à la presse, à sa sortie du cabinet présidentiel, qu'il est ravi de voir le président Kérékou pour trois raisons principales : exprimer ses remerciements et ceux de l'école, lui rendre compte des activités de l'école, et recevoir des conseils du chef de l'Etat. Il a remercié le président Kérékou pour le soutien que les autorités béninoises ont apporté à sa candidature pour la nomination à la tête de l'école.

Le Bénin a construit le siège de l'école pour une valeur de 320 millions de F CFA et contribue également à son fonctionnement en inscrivant au budget notamment celui du ministère de la Justice, un montant pour le soutien à l'école, a-t-il fait remarquer. Mathias P. Niambékoudougou a conclu en indiquant que : « Le Bénin nous appuie pour un séminaire international qui se tiendra du 3 au 5 mai 2004 à l'école. Ce séminaire a pour objet de faire le bilan des 10 années de vie de l'OHADA ».

Signalons que les évêques du conseil permanent de la conférence épiscopale du Bénin n'ont pas fait de déclaration à leur sortie du cabinet présidentiel.



Mohamadou El Habib Ly en tête-à-tête avec le chef de l'Etat

Formation des élus à la bonne gouvernance

Pour une plus grande efficacité dans l'exécution de leur mission

Après Bohicon où s'est tenue la première session d'une série de trois, c'est au tour de la commune d'Abomey-Calavi d'abriter la deuxième session de formation des élus locaux aux principes de bonne gouvernance locale.

C'est la maison d'accueil Sainte Anouarite qui a servi de cadre à cette formation de deux jours qui a démarré hier matin à Abomey-Calavi.

— Par Pothin GNANVI

Depuis l'installation des nouveaux élus locaux à la tête des communes, les conseillers ont, pour la plupart, besoin de voir de leurs capacités managériales renforcées en vue du succès de leur mission. Conscient de ce qu'aucun développement durable n'est possible

sans une bonne gouvernance, le Centre d'informations régionales de développement (CIRD) de Romain Houéhou a initié et exécuté, sous financement de OSIWA (Open Society Initiative for West Africa), une structure de gestion des fonds de la fondation Georges Soros, un projet de renforcement de capacités des nouveaux élus locaux pour une bonne gouvernance à la base. Il faut rappeler qu'au cours d'un atelier organisé en octobre 2003 à Bohicon, les élus locaux ont exprimé leurs besoins prioritaires en renforcement de capacités. Il s'agit de :

- la bonne gouvernance politique (le processus de prise de décision, la communication interne et externe) ;
- la gouvernance administrative (la gestion des services publics locaux, la gestion de l'état civil, la gestion

- des ressources humaines) ;
- la gouvernance économique (mobilisation des ressources, gestion du patrimoine foncier communal) ;
- la gouvernance budgétaire et financière (présentation du budget de la commune, l'élaboration et le vote du budget, exécution et contrôle du budget).

C'est justement pour former les nouveaux élus locaux à la maîtrise de ces principes élémentaires de la bonne gouvernance que le CIRD a rassemblé au centre d'accueil Sainte Anouarite une trentaine d'élus locaux venus des départements de l'Atlantique-Littoral, de l'Ouémé-Plateau. Pendant deux jours, ces élus locaux auront droit à des communications animées par des consultants pluridisciplinaires. Des communications qui permettront non seulement aux élus locaux d'améliorer leurs connaissances en gestion des affaires locales, mais surtout d'atteindre avec efficacité, les objectifs qu'ils se sont fixés dans le cadre de l'exécution de leur mission.

En clair, à la fin de cette formation, les participants seront bien outillés dans les domaines de la gouvernance, politique, administrative, économique, budgétaire et financière. Pour la restitution au conseil communal et l'application de la formation reçue, le CIRD a mis à la disposition des élus locaux, des ouvrages de référence à savoir un guide d'exercice d'une bonne gouvernance locale et un cahier de l'apprenant.

Marche de protestation des travailleurs du CNHU-HKM

Les vraies raisons du mécontentement

Les malades du Centre national hospitalier et universitaire Hubert Maga ont vécu, hier matin, une de ces frayeurs, en dépit du service minimum qui y a été instauré. Les travailleurs de ce centre regroupés au sein de leurs syndicats, étaient dans la rue, pour aller mettre en garde leur autorité de tutelle sur les actions hardies, qu'ils se sont promis de prendre très prochainement pour la satisfaction totale de leurs revendications.

— Par Maurille GNASSOUNOU (Stagiaire)

Mobilisés derrière le syndicat des travailleurs du CNHU-HKM et le syndicat du personnel recruté du CNHU-HKM, les médecins, les infirmiers et autres aide-soignants et aide-soignantes, ont effectué dans la matinée d'hier, une marche de protestation sur le ministère de la Santé publique. Pour y arriver, ils ont pris par le Camp Guézo, la Bourse du Travail, la grande mosquée de Zongo, CABOMA, puis l'avenue Steinmetz, déployant au vent des banderoles et des banderoles sur lesquels, on pouvait lire : « Le personnel du CNHU-HKM contraint à la médiocrité. L'indifférence coupable du gouvernement vis-à-vis des problèmes du CNHU tue les malades » et « Nous fusignons tous ensemble la mauvaise gestion au

CNHU-HKM. Non à l'autocratie administrative. Non à l'assassinat progressif du personnel ».

Entre autres revendications, ces travailleurs fustigent la politique d'exclusion de leur direction générale vis-à-vis des responsables syndicaux. Cela, en choisissant unilatéralement l'ordre des priorités dans la résolution des problèmes de plate-forme revendicative en date du 14 avril 2004. Ils dénoncent la lenteur de l'administration sanitaire face à la résolution de leurs problèmes. Ils déplorent également le fait que les efforts fournis par le ministre des Finances et de l'Economie ne soient rien d'autre que le paiement des factures du CNHU-HKM en instance. Et que les engagements pris et honorés par leur ministre ne se résument qu'en termes de prêts et insuffisants par dessus le marché.

Pour Jonas Kindé, le secrétaire général du SYNPER CNHU-HKM, les recettes globales du centre ne couvrent même pas ses dépenses obligatoires. Par rapport aux difficultés, il a fait remarquer que le CNHU se trouve pratiquement dans une situation de cessation de paiement de salaires. « Les retenues de l'OBSS ne sont pas reversées. Les indemnités de départ à la retraite non plus », a-t-il confié avant de souhaiter que l'Etat augmente le montant de sa subvention au centre, afin de l'aider à faire face à certaines de ses difficultés.



Le présidium hier à l'atelier de formation